

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 9 Mai 2004

## Démonstration par l'absurde

En mathématiques, on connaît bien le mode de raisonnement qui consiste, pour démontrer la fausseté d'une proposition, à faire « comme si » la proposition était vraie, et à en déduire les conséquences inéluctables, jusqu'à une proposition manifestement absurde.

Tous les éditoriaux nous le serinent : il nous faut gagner la bataille de la compétitivité. Compétitivité de l'Europe par rapport à l'Asie. Compétitivité de la France par rapport aux nouveaux entrants dans l'Union européenne. Faute de quoi, les « entrepreneurs », les « capitaines d'industrie » (on ne dit plus les patrons), n'auront d'autre choix, les pauvres, ils le regrettent pour nous, que de délocaliser. C'est pourquoi il faut que les salariés consentent à travailler plus et à gagner moins. C'est pourquoi il faut que les entreprises soient déchargées des insupportables « prélèvements obligatoires », ces charges fiscales et sociales qui les écrasent et qui les pénalisent par rapport à leurs concurrents, ce qui ne peut que leur faire perdre des parts de marché, et donc finalement amène à des suppressions d'emplois. C'est pourquoi il faut démanteler le droit social : limiter le droit de grève, mettre à la raison ces syndicats tout-puissants qui prétendent faire la loi dans l'entreprise.

Tout cela est incontestable, inéluctable. D'ailleurs les Français l'ont bien compris, ils veulent, c'est le sens que selon M. Raffarin, il faut donner aux résultats des élections régionales et cantonales, les Français veulent que l'on accélère le rythme des « réformes » qui adaptent notre pays à son environnement...

Et jusques à quand cet implacable raisonnement va-t-il s'appliquer ? C'est bien simple : tant qu'il y aura, en Chine ou dans un pays du Sud, des travailleurs plus pauvres que nous qui accepteront de faire le même travail pour moins cher... Comme il y en a des milliards, on le voit, il y a de la marge...

**Ce n'est que lorsque la France sera devenue un océan de misères, qu'elle sera guérie de son insuffisance de compétitivité.**

Conclusion manifestement absurde : c'est donc qu'il faut prendre le problème autrement.

Comment ?

Envoyez vos propositions à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr)  
« Citoyen du monde à Montrouge » publiera les meilleures.

**Bonne nouvelle : L'Union européenne s'élargit à dix nouveaux pays.** Elle compte désormais 25 Etats membres, 188 régions, 450 millions de citoyens et 20 langues officielles. *Comment ne pas se réjouir de l'entrée dans l'Union de ces dix nouveaux entrants, en particulier de ceux qui ont été sous la domination soviétique ? Espérons que ces pays rattraperont bientôt notre niveau de vie , comme avant eux l'Espagne, le Portugal, la Grèce, anciennes dictatures. Songeons que l'Irlande, qui fut longtemps un pays arriéré, une terre d'émigration, est désormais le deuxième pays, derrière le Luxembourg, de l'Union européenne, par le PIB par habitant !*

**Effet de serre : et si le Gulf Stream s'arrêtait ?**

Le Gulf Stream transporte les eaux chaudes d'origine tropicale vers le nord de l'océan atlantique. A mi-chemin, il laisse place à la dérive nord-atlantique, qui file vers le nord-est de l'Atlantique et l'Europe, ce qui explique les conditions climatiques clémentes de nos côtes.

Or, selon une étude publiée en ligne par la revue Science, les océanographes observent un ralentissement de cette circulation au cours de la décennie 1990.

Si un tel ralentissement était confirmé sur le long terme, cela pourrait signifier le début d'un changement climatique lié à l'effet de serre (*Le Monde, 25 avril*)

Le Pentagone vient de publier une étude évoquant l'éventualité d'un arrêt du Gulf Stream en 2020 suite au réchauffement climatique. (*La revue durable numéro 10 avril-mai 2004, en kiosque ; CERIN Sàrl, rue de Lausanne 91, 1700 Fribourg, Suisse*)

Or les énergies produites dans le monde sont dans leur très grande majorité sources de gaz à effet de serre, qu'il s'agisse du pétrole (35%), du charbon (23%), du gaz naturel (21%), de la biomasse, du bois, des déchets (11%) (chiffres de 2001). Le reste se répartit ainsi : le nucléaire 7% , l'hydraulique 2% , autres 0,5%.

Chine et Etats-Unis extraient à eux deux la moitié des 4,7 Gt de la production mondiale de charbon (l'Inde est le 3<sup>ème</sup> producteur)

Les techniques de capture et de stockage du CO2 existent mais coûtent cher : elles alourdissent les coûts de construction des centrales électriques de 30 à 120%, estime l'AIE (agence internationale de l'énergie) (*Le Monde, 24avril*)

**Fin du pétrole :** Le cours du baril de brut a atteint à New York son niveau d'octobre 1990 à 38, 21 \$ (*Le Monde, 5 mai*). Shell (3<sup>ème</sup> groupe pétrolier mondial) et ses dirigeants savaient, depuis 4 ans déjà, que ses réserves prouvées étaient largement surestimées. Il a revu à la baisse de plus de 20% le montant total de ses réserves. *Les estimations des autres groupes pétroliers sont-elles dignes de confiance ?*

*Mais une bonne nouvelle pour les personnes pressées : même quand il n'y aura plus de pétrole, elles pourront foncer. Une voiture solaire a traversé l'Australie (3010 km) en seulement 31 heures, soit à une vitesse moyenne de 97 km/h. (Silence, mai 2004)*

**Acier** : Les prix de l'acier augmente. Ce marché connaît une pénurie, en raison de la forte augmentation de la demande chinoise.

**Biodiversité en péril** : Les extinctions d'espèces sont estimées entre 50 et 100 fois plus nombreuses qu'avant l'apparition de l'homme.

**Compétition, ou émulation ?** *Albert Jacquard, dans Le Monde diplomatique, mai 2004* : « Le modèle occidental a commis l'erreur de prendre pour moteur la compétition, c'est-à-dire la lutte de chacun contre tous. Ramener les rencontres à un affrontement qui désignera un gagnant et un perdant, c'est perdre toute la richesse d'un échange qui pourrait être bénéfique à tous. La place démesurée donnée par les médias aux événements sportifs est l'exemple extrême de cette déformation caricaturale. Il est urgent de remplacer le modèle de la compétition par celui de l'émulation, c'est-à-dire de la lutte contre soi avec l'aide des autres. »

## Monde : évolutions contrastées, subventions des pays riches à leur agriculture, dépenses militaires

1,1 milliard d'hommes vivent avec moins de 1 dollar par jour. Ils étaient 1,5 milliard en 1981. 840 millions de personnes sont sous-alimentées de façon chronique dans le monde. En fait, les pays pauvres ont connu des évolutions contrastées. Alors qu'en Chine, le Produit Intérieur Brut a été multiplié par 5 depuis 1981, en **Afrique subsaharienne**, le nombre de pauvres est passé de 164 à 314 millions.

Les pays riches consacrent 300 milliards de dollars par an aux **subventions à l'agriculture**, ce qui empêche les pays pauvres d'être compétitifs. Les dépenses militaires atteignent environ 800 milliards de dollars par an, tandis que l'aide au développement se situe entre 50 et 60 milliards de dollars chaque année dont la moitié seulement versée en argent frais (Jim Wolfensohn, président de la Banque mondiale)

Les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire consacrent aux dépenses militaires une part encore plus importante que les pays à revenu élevé ( 12,3 pour les premiers, 11% pour les seconds ; 27 % pour le Burundi ; 43 % pour l'Ethiopie) (*Le Monde 24/4*)

La répartition des **droits de vote au Fond Monétaire International** se fait en fonction de la puissance économique des Etats : les Etats-Unis disposent à eux seuls de 17 % des droits de vote (et du droit de véto), le Japon de 6 %, de même que l'Allemagne, la France de 5%, l'Arabie Saoudite de 3%, la Chine de 3 %, comme la Russie ...

**Qui a dit** : « je crois que la vague intégriste a commencé de refluer . (...) Les mouvements intégristes (...) n'ont rien à offrir » (*réponse en page 4*)

**Etats-Unis d'Amérique** : La question des délocalisations est devenue l'un des principaux thèmes de la campagne présidentielle: John Kerry a accusé Georges Bush d'avoir fait perdre des millions d'emplois aux Etats-Unis en ne luttant pas contre les délocalisations. (*Le Monde 14/4*)

Aux USA seuls 45 % des hommes et 30 % des femmes de plus de 60 ans ont droit à une retraite. Les vieux sans famille et sans argent meurent dans la misère (*Silence mai 2004*)

**Chine** : En 2003, les importations ont augmenté de 40%, et les exportations de 35 %. La Chine devient le 3<sup>ème</sup> importateur mondial de marchandises derrière les Etats-Unis et l'Allemagne.

Le rédacteur en chef d'un quotidien cantonais érigé en modèle du nouveau journalisme en Chine a été inculpé pour « corruption » (en fait, pour s'être opposé en 2003 aux autorités cantonaises).

**Japon** : Tokyo investit massivement dans l'enseignement supérieur et la recherche, qui représente 3, 18 % du PIB en 2003 (contre 2,12 % en France et 2,79 aux Etats-Unis). La loi de restructuration de l'université supprime tous les postes de fonctionnaires dans les universités d'Etat, pour les remplacer par des contrats à durée déterminée (*Le Monde 3/4*)

## Europe

S'il convient de se réjouir de l'élargissement de l'Europe, qui prouve ainsi sa capacité d'attraction, comment ne pas regretter **l'absence d'une véritable démocratie** à l'échelle européenne ? Pour l'essentiel, les débats se passent au sein de chaque pays, les différents courants politiques ne cherchent pas à construire des projets communs au niveau de l'Union (sauf les Verts). Et les Etats membres, la France en tête, cherchent à diminuer les **moyens budgétaires** alloués à l'Europe, pourtant déjà **très réduits** (plafonnés d'après les traités à 1,24 % du PIB européen pour la période 2007 -2013). 46 % des dépenses vont à la politique agricole et l'environnement. Et l'Europe ne dépense même pas tout son budget...

**Suisse** : Consultés par référendum sur l'opportunité d'un projet qui demandait la construction de nouvelles **autoroutes**, et le percement d'un deuxième tunnel au Gothard, les Suisses l'ont **repoussé** par 63% des voix. (*La revue durable numéro 10 avril-mai 2004*)

**Allemagne : temps de travail** : Le patronat allemand s'est saisi du débat sur les délocalisations pour demander des efforts à leurs salariés, notamment une hausse du temps de travail. Siemens a indiqué qu'il a des projets concrets de délocalisation, pouvant concerner 5 000 emplois; il a fait état de coûts de production de certains sites de production de téléphones mobiles qui seraient 30 % plus chers que ceux de la Hongrie. Selon le patron de SAP « si nous ne participons pas au mouvement, alors nous ne sommes plus compétitifs, nous perdons des parts de marché et finalement aussi une part des postes de travail en Allemagne » (*Le Monde 14/4*)

## Une politique résolue de respect de l'environnement permet de créer des emplois

C'est le thème du « dossier spécial écologie et emploi » de *La revue durable numéro 10* (en kiosque ; CERIN Sàrl, rue de Lausanne 91, 1700 Fribourg, Suisse)

**Taxer moins le travail, davantage l'énergie** : Entre 1985 et 2001, alors que le coût du travail a augmenté de 66%, celui de l'énergie a baissé, pour l'électricité, de 48%, pour le gaz naturel, de 41 %, pour le mazout, de 54%. Ce qui ne favorise ni l'emploi, ni les économies d'énergie. Pour contrebalancer cet effet néfaste et à courte vue des marchés, il est possible d'utiliser la fiscalité. Il s'agit de faire en sorte que le financement de l'Etat social repose moins sur les salaires et plus sur l'énergie.

C'est ce que fait , avec succès, l'**Allemagne**. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1999, une taxe est appliquée à l'électricité, aux combustibles et aux carburants, avec une charge fiscale dix fois plus lourde sur les carburants. Chaque année la taxe augmente pour atteindre, en 2003, 2% du prix de l'électricité, 2% du prix des combustibles et 15,3 % du prix des carburants (avec des dérogations). Les recettes servent à abaisser les contributions des employés et des employeurs au système de retraite, et à promouvoir les énergies renouvelables.

Résultats : la consommation d'énergie recule, d'ici à 2005, les émissions de CO2 auront diminué de 2 à 3%, **250 000 emplois ont été créés** entre 1999 à 2003.

## Réduire l'utilisation de la voiture au profit des transports en commun...

En 1997, en **Grande Bretagne**, le bureau d'études Ecotec avait montré que réduire de 10 % en 2010 par rapport à 1990 l'utilisation de la voiture au profit du train, du bus et du vélo induirait une création **nette** de 87000 à 122 000 emplois (en tenant compte des 43 000 emplois supprimés liés à la voiture). La remise en état et l'entretien des infrastructures ferroviaires et des trains – *il est vrai mis à mal par la privatisation* - en créeraient à eux seuls 90 000.

Une étude allemande de 1998 montre que le doublement, à l'horizon 2010, du nombre de kilomètres parcourus par personne et par an en train et en vélo en **Allemagne**, sans affecter la mobilité globale par personne, amènerait à créer 200 000 emplois nets (répartis sur tout le territoire, et non délocalisables)

Aux **Etats-Unis**, l'organisation Surface Transportation Policy project montre qu'entretenir et rénover les routes et les ponts engendre 9 % de postes de travail de plus par dollar dépensé que de construire de nouvelles infrastructures. L'Association états-unienne des transports publics calcule que, comparés aux nouvelles routes, les transports publics créent 19 % d'emplois en plus.

... **ou du télétravail** L'Union européenne promeut le télétravail comme politique de l'emploi et de développement. En 1999, 10 millions de personnes pratiquaient le télétravail de façon régulière ou non en Europe, soit 6% des salariés Et d'ici à 2005, ils seraient 16 millions à travailler à distance. La Finlande arrive en tête avec 17 % des salariés qui télétravaillent. **La France figure en bas de liste avec 2,9%.**

**Economiser l'énergie crée des emplois.** Dans le cadre d'un programme de recherche européen, 44 expériences de promotion des économies d'énergie menées dans 9 pays de l'Union européenne ont été étudiées sur quinze ans: un gain net d'emplois est quasi systématique. Il s'agit d'emplois peu qualifiés, de métiers manuels, répartis **sur l'ensemble du territoire**. Ce sont les campagnes d'information et d'éducation, ainsi que les programmes institutionnels innovants comme la promotion de services énergétiques qui semblent combiner le mieux de fortes augmentations d'emplois directs, de faibles dépenses publiques et un bon rapport coût/efficacité en matière d'économie d'énergie.

**Grande Bretagne** : le gouvernement a imposé aux entreprises fournisseurs d'électricité et de gaz de promouvoir les économies d'énergie auprès de leurs clients : travaux d'isolation, de remplacement d'appareils électriques et de chaudières ; pour chaque livre dépensée, les ménages économisent 4 livres sur leur facture d'énergie.

**Allemagne** : rénovation de 300 000 habitations, 200 000 emplois créés, 2M T de CO2 en moins, coûts de chauffage réduits pour les habitants

**France** . « Economie de flux » : ce nouveau métier consiste à aider les entreprises et les collectivités à maîtriser leurs flux d'eau, d'énergie et de déchets. Une variante de ce métier, conseiller en environnement domestique, s'adresse aux ménages. On estime en France qu'ils sont entre 500 et 1000 détenteurs d'une formation technique courte -BTS ou DUT- ou d'un titre d'ingénieur à exercer ce métier. Ces hommes énergie ont profité du dispositif « emplois-jeunes », qui, entre 1999 et 2002 , a créé 25 000 emplois subventionnés dans le domaine de l'environnement. Tout l'enjeu est maintenant de convaincre les collectivités de prendre le relais. Il s'agit de pérenniser à la fois les emplois et les bénéficiaires, souvent spectaculaires, de l'intervention des économistes de flux. Directeur de l'association Maîtrisez votre énergie, qui emploie 4 « hommes énergie » pour conseiller la population et les administrations de **Montreuil** et de **Vincennes**, Guillaume Porcher est confiant : « ce métier ne peut que s'imposer, car pour maîtriser la consommation, il faut un travail de longue haleine auprès de la population ».

**L'agriculture biologique** peut freiner l'hémorragie des emplois agricoles. La production céréalière et maraîchère biologique peut exiger jusqu'à 40 % de main d'œuvre en plus. Si la France rattrapait son retard sur l'Autriche (9,3 % des fermes en bio), près de 60 000 exploitations travailleraient en agriculture biologique (au lieu de 11 000 ), générant plus de 90 000 emplois

**Associations, syndicats : militants !** Trois regroupements européens d'organisations militent activement auprès de la Commission européenne pour réclamer des emplois « verts » : le Bureau européen de l'environnement (160 associations écologistes de 27 pays), la Plate-forme sociale (30 fédérations européennes d'organisations sociales), la Confédération européenne des syndicats (77 syndicats de 35 pays, représentant 60 millions de travailleurs). Ils ont publié un manifeste **Investir dans un avenir durable**, comportant de nombreuses propositions , telles que : privilégier la rénovation des centres urbains plutôt que l'essor de la périphérie, améliorer l'efficacité énergétique des logements de 50% dans les vingt prochaines années, assurer 20 % du transport de marchandises par le train, ...

## France :

**Chirac désavoue Raffarin II** : M. Borloo rétablit les chômeurs « recalculés » dans leur droit. L'Etat suspend sa créance de 1,2 G euros sur l'Unedic. Une solution devra être trouvée au problème des intermittents du spectacle, et aux revendications des chercheurs. Le projet de « CDD de longue durée » est abandonné. Dominique de Villepin renonce aux « peines plancher » chères à Nicolas Sarkozy (*Le nombre de détenus dans les prisons françaises atteint déjà le record de 62 600 pour 49 300 places. Au passage, Citoyen du monde à Montrouge lance un **Concours d'idées** : quelles peines substituer à la prison, école du crime, qui devrait être réservée aux délinquants non malades psychiatriques et véritablement dangereux pour la société ? quelles réparations pour les victimes ?*)

**Santé : on se remet en cause le paiement à l'acte** (Jean Matouk, professeur honoraire des universités)

Sans être littéralement à l'origine du dérapage systématique des dépenses, il le rend tellement aisé qu'il en devient presque inévitable.

Le paiement à l'acte favorise la médecine curative au détriment de la préventive.

La prévention gagnerait beaucoup au passage du paiement à l'acte au paiement par capitation, c'est-à-dire l'abonnement chez le généraliste – ou spécialiste en cas de pathologie chronique- de son choix, avec possibilité symétrique de rompre le rapport. Les autorités de la Sécurité sociale fixeraient une sorte de « charte » des relations entre médecins et malades indiquant, par exemple, le nombre « normal » de consultations par mois, trimestre ou année. Le médecin recevrait chaque trimestre, ou semestre, de l'assurance-maladie, la capitation de ses malades. La capitation serait calculée pour comporter l'obligation de garde.

Les économies réalisées grâce à la prévention et à cette vraie réforme pourraient être largement supérieures au déficit constaté. Ensuite, la croissance des cotisations, liée à la croissance économique, même faible , à 1,5 % ou 2%, devrait suffire à faire face au surcroît annuel de dépenses liées au vieillissement et aux nouvelles techniques. (*Le Monde 25-26 avril*)

**Emploi** : la France est lanterne rouge de l'Europe avec l'Espagne pour le taux de chômage : 9,8%. 435 000 **jeunes** de moins de 25 ans, soit le taux considérable de 20,6 % , sont à la recherche d'un emploi. *Que penser d'une société qui ne sait pas faire de place à ses jeunes ?*

### La Chine investit en France

Le géant chinois de la tomate Chalkis a acquis la majorité (55%) de Conserves de Provence, le leader français de la **tomate** transformée. Conserves de Provence transforme 60 000 tonnes de tomates produites par les agriculteurs de la coopérative provençale Le Cabanon, qui reste propriétaire des 45 % restants. Dans un premier temps, la société française importera les tomates chinoises transformées, généralement sous forme de concentré, les transformera et les vendra en Europe. La production chinoise représentera d'abord les 2/3 de l'activité de Conserves de Provence, donc le double de la production française (soit quelque 120 000 tonnes). Puis la part chinoise progressera sans doute davantage, a laissé entendre M. Bernard, ex-président de Conserves de Provence. En échange, la société française a obtenu la garantie pendant dix ans de maintenir la production des agriculteurs français de la coopérative

Des Chinois montent une usine de **recyclage** dans le Lot. Ils entendent profiter des **gisements de plastique** de la région de Cahors pour se délocaliser. « La France produit 2 millions de tonnes de déchets thermoplastiques par an et n'en recycle qu'à peine 100 000 tonnes », explique Gérard Vilair, ancien de la branche plasturgie de Saint-Gobain, devenu le porte-parole des investisseurs chinois qui n'ont pas hésité à déboursier 6 millions d'euros pour s'implanter dans le Lot . La totalité de la production de l'usine sera exportée vers Pékin pendant au moins cinq ans. L'usine doit recevoir plus de 40 000 tonnes de plastiques par an qu'il faudra trier, laver et réduire en poudre. A terme, elle produira 36 000 tonnes de plastique en paillettes et emploiera une soixantaine de personnes. Selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le seul gisement de la « plasticulture » (tunnels de maraîchage et bâches d'ensilage) représenterait 75 000 tonnes par an en France.

(*Le Monde, 13 avril*)

### Ecologie :

Raffarin a annoncé le lancement du **réacteur nucléaire** EPR. Loin de répondre à une nécessité, ce projet n'est en réalité qu'une opération de valorisation boursière pour Areva, avant sa prochaine privatisation , au détriment de la création d'un véritable secteur industriel des énergies renouvelables ...) ! (**Politis 8-4**)

La France tente de développer son parc d'**éoliennes** après avoir été longtemps à la traîne : 253 MW installés à la fin 2003 (Allemagne : 14 609 ; Danemark : 3110 ; Espagne 6 411, Italie 904 ) ; elle est loin de l'objectif qu'elle s'est fixée : produire, en 2010, 21 % de ses besoins en électricité à partir de ces sources renouvelables

**Un mauvais point pour Evian** : « Nos clients, les gros distributeurs, nous imposent de travailler de plus en plus avec le transport routier », déclare la Direction des eaux d'Evian. Conséquence : à terme, le transport par la route des 6 millions de bouteilles d'eau d'Evian qui quittent chaque jour l'unité de production devrait être privilégié aux dépens du rail. Les syndicats prévoient un flux de 220 camions par jour dans chaque sens pour assurer la livraison des bouteilles d'eau. Soit un camion toutes les 2 minutes sur la D 903 ou les N5 puis 206. Le rapport actuel (70 % des livraisons par le rail et 30 % par la route) serait inversé à terme. Or la voie ferrée

Annemasse-Thonon ne semble rentable que grâce au trafic généré par les eaux d'Evian... Cette politique porterait un coup sérieux à l'unique liaison ferroviaire internationale (avec la Suisse). *Buvons plutôt de l'eau du robinet !* (Le Monde, 11-12 avril)

Plus généralement, **les transports** sont, en France, avec 28 % des émissions de CO2 la première source d'émissions de **gaz à effet de serre**. Or, cinq ans après le terrible accident dans le tunnel du Mont Blanc, la situation dans la vallée de Chamonix ne fait qu'empirer : depuis 1985, le transport routier a presque doublé tandis que le transport par rail diminue. Jusqu'à 1500 poids lourds s'engouffrent chaque jour dans le tunnel. L'Association pour le respect du site du Mont Blanc réclame l'introduction d'une taxe sur les poids lourds à l'image de la RPLP en vigueur en Suisse, l'interdiction de circuler la nuit et le renforcement des contrôles des camions. (La revue durable numéro 10) *Et nous, à Montrouge, on fait quoi, avec nos 70 000 véhicules /jour sur la N 20, et nos 15 000 véhicules /jour sur l'avenue Marx Dormoy et autant sur la rue Gabriel Péri ?*

Avec 25 % des émissions de CO2, **les bâtiments** sont, en France, la deuxième source d'émissions de gaz à effet de serre. Huit industriels de la construction ont créé le collectif **Isolons la terre contre le CO2**. Ils proposent un plan en 4 points : renforcer tous les cinq ans les normes pour ramener, d'ici à 2015 la consommation d'énergie pour le chauffage et le rafraîchissement des nouveaux bâtiments à 50 kwh/m2/an contre 100 selon la norme actuelle ; rénover chaque année 400 000 logements pour réduire leur consommation à 50 kwh/m2/an (les bâtiments d'avant 2000 consomment en moyenne de 200 à 375 kwh/m2/an) ; rendre obligatoire, lors de travaux de rénovation, l'application des techniques et des produits exigés pour les constructions neuves ; imposer l'affichage de la consommation énergétique des bâtiments.

*La revue durable numéro 10*

**Incinérateurs** : Une étude réalisée par l'Institut national de santé et de recherche médicale sur les 70 incinérateurs de la région Rhône-Alpes et leur incidence sur la naissance d'enfants malformés conclut que « les risques significatifs pour les populations exposées sont observées pour les anomalies chromosomiques et autres malformations majeures ». Et, à Besançon, le risque de développer un lymphome malin (cancer) est 2,3 fois plus élevé pour les individus résidant dans la zone la plus exposée aux retombées de dioxines que pour ceux habitant la zone la moins exposée ». (Centre national indépendant d'informations sur les déchets, CNIID, 21, rue Alexandre Dumas 75011 Paris (01 55 78 28 60)

*Silence mai 2004*

**Le service public de la poste menacé** : L'association des maires ruraux de France réclame au gouvernement un moratoire sur la réduction de la présence de La Poste dans les zones rurales « tant que les nouvelles règles de concertation entre La Poste et les élus locaux ne seront ni connues ni mises en œuvre ». « Le point au delà duquel le service public postal ne sera pas assuré dans un grand nombre de communes rurales est atteint ». Ségolène Royal, présidente (PS) de Poitou-Charente, juge « inacceptable le chantage que subissent les communes pour maintenir leur bureau de poste ». Martin Malvy, président (PS) de la région Midi-Pyrénées, estime qu'« avec la disparition du rail, de l'hôpital ou de La poste disparaissent tous les espoirs de développement des petites villes ».

## Ile de France

Annonces de JP Huchon, président de région : avènement d'une démocratie participative avec un observatoire des engagements et conseil régional des jeunes ; conseil des territoires ; réduction de la tarification de la carte orange pour les habitants de grande banlieue, gratuité pour les chômeurs, extension des horaires des transports publics la nuit et le week-end ; agence foncière pour stopper la spéculation sur les terrains en particulier autour de Paris ; aide aux constructeurs, prêts à taux zéro ; construire ou réhabiliter 240 000 logements en 6 ans ; demander la présence de représentants des usagers au conseil d'administration.

**Paris** veut adapter la voirie aux motos et aux scooters. Pour faciliter le stationnement, 1000 points d'accroche seront installés.

Les motos, cyclomoteurs et scooters, qui ne représentent que 8% du trafic, sont impliqués dans 56 % des accidents à Paris ; 48 % des morts et 50 % des blessés graves sont des utilisateurs de ces deux-roues motorisés. Denis Baupin, adjoint du maire de Paris, a annoncé l'élaboration d'une charte des comportements où seront spécifiés les droits et devoirs de l'utilisateur.

**Montrouge** : Selon le Plan local d'urbanisme, la population de Montrouge connaît des changements rapides et considérables. Sur une population totale de 42 000 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2004, on compte 13 000 nouveaux habitants entre 1999 et 2003 (et 9000 départs environ).

De moins en moins de montrougiens travaillent sur place, sans quitter la ville : 30 % en 1990, 20 % en 1999, 12 % en 2003.

Le nombre d'emplois à Montrouge est en baisse : 23 000 emplois en 1999 (baisse de 12 % depuis 1990).

On compte 21 742 logements en 1999, soit 1200 de plus qu'en 1990 ( en immeuble pour les 9/10 ; 885 pavillons ou maisons de ville).

Les logements sociaux représentent 21 % des résidences principales, et près d'un quart des programmes en cours .

**Qui a dit ?** Réponse à la question posée en page 2 : Salman Rushdie, *qui sait de quoi il parle !* (Le Monde 2 2-3 mai)

**Associations** : réunion organisée par ATTAC Montrouge, le **mardi 2 juin** à 20 h 30 à Montrouge, 6 rue Théophile Gautier, sur le thème de « **L'Europe** ».

Pour protester contre l'encombrement de vos boîtes à lettres remplies contre votre gré par les prospectus publicitaires, gardons tous ces papiers, et, le 5 juin, nous les déverserons ensemble devant la mairie : manifestation organisée par RAP, **résistance à l'agression publicitaire**, 53 rue Jean Moulin 94300 Vincennes 01 43 28 39 21 internet : antipub.net (info communiquée par une Montrougiennne)

Toujours du nouveau sur le site (pertinent et impertinent) de Montbougé le journal local qui tord le cou aux idées reçues. ( [www.montbougé.net](http://www.montbougé.net))

On peut aussi consulter le site <http://perso.wanadoo.fr/citoyens-a-montrouge> (et y lire notamment les anciens numéros, des notes de lecture, ...)

**Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à**

[jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). **Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.**